LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Moyen–Orient sur la base du droit de l'État d'Israël à la sécurité et sur la reconnaissance du droit à un État du peuple palestinien.

ISSN : 0757-2395

PNM n° 300 Novembre 2012 31e année

MENSUEL EDITE PAR L'U.J.R.E.
Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 5,50 €

Editorial

R. Wlos — Numéro 300 – Vive la PNM !

(Suite de l'hommage en page 3)

« *Comment est-ce possible ? Ce journal existe encore ! »*, s'est exclamé une dame découvrant notre journal lors d'une fête sur le stand de l'UJRE... Oui, Madame et ce journal, que vos parents lisaient jadis en yiddish, heureusement qu'il fait toujours entendre sa voix singulière dans le monde juif d'aujourd'hui. D'abord parce qu'il prolonge et vise à faire fructifier dans les conditions du XXIe siècle l'acquis que représentent son histoire et sa participation aux luttes pour le progrès social, la justice et la paix.

Au début des années trente, des émigrés d'Europe centrale et orientale publièrent un journal en yiddish, la Naïe Presse, animée par Adam Rayski entouré d'une équipe de rédacteurs dont beaucoup payèrent de leur vie leur engagement contre le racisme, pour la liberté et la France.

Ce journal obtint rapidement un grand succès et devint le quotidien en langue yiddish le plus lu d'Europe. Pendant la guerre, il parut clandestinement. Après la Libération, il reprit sa publication régulière et fut de tous les combats progressistes en soutenant notamment les avancées sociales et démocratiques conquises sur la base du programme du *Conseil National de la Résistance*, que le MEDEF et les forces réactionnaires liées à la haute finance s'acharnent à détruire.

Mais petit à petit, le monde yiddish s'éteignant, il apparut la nécessité d'un journal écrit en français. Ce fut d'abord *La Presse Nouvelle Hebdomadaire* (PNH) qui céda plus tard sa place à *La Presse Nouvelle Magazine*.

Dans les luttes contre le racisme et l'antisémitisme, notre journal vise toujours à construire le rassemblement le plus large pour condamner, et agir contre toutes les dérives et actes intolérables. De plus, il s'efforce d'analyser les causes de cette perversion qui dépasse la question des préjugés, voire les raisons qui découleraient de "la nature humaine", bien souvent évoquées.

En démontrant, car les bons sentiments ne suffisent pas, comment la situation économique et sociale et la crise agissent sur les comportements en favorisant la recherche de boucs émissaires. Dans cet esprit, on comprend pourquoi la stigmatisation des émigrés contribue à détruire la cohésion de la société qui permet de vivre ensemble. Sans compter qu'elle favorise les thèses xénophobes de l'extrême droite, qui prospèrent aujourd'hui, devant les hésitations quand ce ne sont pas les reculs face aux mesures nécessaires à mettre en œuvre pour un réel changement.

L'austérité n'est pas le remède. Au contraire, elle contribue à geler la croissance et entraîne notre pays dans la récession.

Ce n'est pas ce que nous attendons d'une politique de gauche qui devrait être fondée sur la recherche de l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre.

Quand on voit ce qui se passe en Grèce, en Espagne, en Italie, en Irlande, au Portugal… on peut mesurer où conduit l'exigence des marchés financiers... la dette servant d'alibi facile pour justifier toutes les régressions.

Comme l'écrivaient Edgar Morin et Stéphane Hessel dans *"Le chemin de l'espérance"*, *« Nous sommes en train de vivre une crise du capitalisme dérégulé qui peut être suicidaire pour la civilisation. »*

Tant que l'on n'aura pas agi sur les vraies causes de la crise, avec tout ce qui l'alimente, c'est-à-dire en s'en prenant à la logique imposée par le capital au détriment du travail, on ne sortira pas de l'impasse où nous sommes. La crise et son cortège de souffrances ne sont pas fatals. Il faut reprendre le pouvoir sur les banques afin que l'argent serve avant tout au développement.

Concernant Israël, les prises de position de notre magazine sont les seules qui soient conformes au droit international, à la sécurité d'Israël et à son avenir. Nous savons, certes, qu'elles n'ont pas toujours – et pas toutes – l'aval de la majorité du monde juif. Mais nous savons aussi nombre de juifs qui se posent de plus en plus de questions, perplexes qu'ils sont devant l'impasse de la situation au Proche-Orient.

Une certitude : l'appel au dialogue est une rengaine creuse qui ne mènera à rien tant que l'État d'Israël poursuivra sa politique d'annexion passant par le fait accompli. Véritable politique coloniale, d'apartheid et d'humiliation menée contre la population civile palestinienne à travers la confiscation de sa terre, la construction de nouvelles colonies dans ses territoires, annexant toujours plus Jérusalem-Est, ainsi qu'une politique répressive, aveugle et violente, bafouent les droits de l'homme.

Et ce, au mépris des résolutions internationales qui demandent la restitution des territoires, la destruction du mur de la honte et la fin du blocus de Gaza.

Force est de reconnaître que tout cela n'est rendu possible que grâce à la bienveillance, pour ne pas dire la complicité, de l'Union européenne et des États-Unis à l'égard d'Israël, qui s'opposent à toute sanction et à l'admission de l'État palestinien à l'Organisation des Nations Unies.

En ce qui nous concerne, notre position n'a pas changé : une paix juste et durable passe par une solution politique. Dans cette optique, nous soutenons les forces de paix en Israël et le juste combat des Palestiniens pour la reconnaissance de leur État.

Aujourd'hui, notre journal doit son existence à une équipe de bénévoles et à une multitude de concours qui, malgré des moyens limités, permettent sa diffusion. Ces progrès, nous les devons pour beaucoup au contenu et à la haute tenue des chroniques historiques et culturelles. Par exemple, la rubrique *Être juif au XXIe siècle*, avec des contributions très larges allant d'Edgar Morin à Benjamin Stora et Henri Malberg, de David Chemla à Esther Benbassa, de Jean-Claude Grumberg à Boris Cyrulnik.

D'autre part, le concours régulier de Dominique Vidal grâce à son analyse rigoureuse de la situation au Proche Orient, avec notamment sa rubrique sur les *Dates-clés du Proche-Orient,* apporte de précieux éléments de réflexion. De même, les rubriques sur la littérature, l'histoire et le cinéma sont généralement bien appréciées.

En ouvrant cette 31e année, nous aimerions connaître votre point de vue pour nous permettre d'avoir une approche qui réponde toujours plus et de mieux en mieux à vos attentes, et **continuer** ainsi d'avoir une expression juive en France, ouverte sur le progrès et la paix. ■.

Le sommaire de ce numéro se trouve en page 5

CCE... en français

ANNÉES 1950...
Nous, les enfants d'alors, représentions à TARNOS le sigle de la **CCE** *(**C**ommission **C**entrale de l'**E**nfance)* et de la **ציקק** *(**T**sentrale **K**inder **K**ommissie)*...

CCE... en yiddish

Une CCE... haute en couleurs ;-)

TARNOS 27 OCTOBRE 2012...
Les enfants du groupe scolaire Jean Jaurès nous offrent cette plus qu'émouvante "surprise"...

À lire dans le prochain numéro, notre reportage sur le remarquable événement organisé les 26 et 27 octobre par nos Amis de la CCE, la municipalité de Tarnos et l'ANACR, pour commémorer :

- **le 66e anniversaire de la création à Tarnos de la colonie de la *Commission Centrale de l'Enfance* et**
- **le 70e anniversaire de la Rafle des résistants de Boucau et Tarnos**

CARNET *Hommages*

Schlomo Venezia n'est plus

Il allait avoir 90 ans. Ses ancêtres, chassés d'Espagne s'étaient réfugiés en Italie avant de gagner la Grèce. Lui était né à Salonique, la *"Jérusalem des Balkans"*. Il parlait couramment le ladino et le grec.
En mars 1944, il fut déporté avec presque toute sa famille par le premier convoi. Arrivé à Auschwitz-Birkenau en avril, il fut rapidement intégré aux *Sonderkommandos* qui devaient déshabiller les déportés « sélectionnés », fermer la porte de la chambre à gaz puis extraire les cadavres sur lesquels il fallait récupérer les dents en or avant de les brûler dans les fours crématoires. Restait ensuite à nettoyer les chambres à gaz avant de les passer à la chaux. En principe, il ne devait pas y avoir de survivants dans les *Sonderkommandos*.
Schlomo Venezia revenait de loin. Il avait failli périr en octobre 1944 lors de la révolte des kommandos du camp*. Il survécut à la *Marche de la mort*. Restait à conjurer les fantômes pour construire une vie. Ce n'est qu'en 2007 après plus de soixante ans de silence qu'il publia, chez Albin Michel, préfacé par Simone Veil, son témoignage intitulé *Sonderkommando, dans l'enfer des chambres à gaz*. ■ ***PNM***

* **À lire : Lucien Steinberg**, *"La révolte du Sonderkommando"* in ***PNM*** n° 222 (01/2005)

Marcel Hanoun
Un cinéaste essentiel nous a quittés

Marcel Hanoun était toujours en recherche d'expérimentation de formes neuves, ce jusqu'à l'obsession. La plupart de ses films sont en quelque sorte des "prototypes", des expériences uniques. Son cinéma, s'apparente par ses outils et son mode de production au travail de l'artisan, mais au bout du processus de création, le geste fabrique un art novateur et de forte densité poétique.
Il se fit connaître par *Une simple histoire*, film splendide et remarquable, primé à Cannes en 1957. Autre film important *L'authentique procès de Carl Emmanuel Jung*. Né juif tunisien de parents algériens, Marcel voyait dans le "hasard" de sa naissance sur un territoire éloigné de celui du *yiddishand*, comme une blessure coupable. Il mesurait qu'il devait à cette seule circonstance de n'avoir pas connu le sort ou le danger d'être assassiné dans la Solution Finale. (...)
Nul doute qu'il faut voir dans le film *L'authentique procès de Carl Emmanuel Jung* comme l'écho de cette déchirure – angoisse, mais le regard porté par Marcel Hanoun sur la Solution finale s'élargit à l'universel et voit en l'Étranger, et non dans le seul Juif, la première victime de la mise en œuvre d'une telle politique d' État. Le personnage de Carl-Emmanuel Jung, à l'image de ce que furent d'innombrables nazis, est bon père de famille, bon mari, citoyen ordinaire et simple fonctionnaire. *L'authentique procès de Carl Emmanuel Jung* a été tourné en 1966, peu après la fin de la Guerre d'Algérie et a précédé de trente-cinq ans le procès Papon. Et c'est en regard de ces contextes qu'il faut le voir.
Marcel Hanoun fut aussi théoricien du cinéma et a écrit de nombreux textes sur le cinéma *"Emparez-vous de la liberté d'inventer pour inventer la liberté. Taillez une plume, greffez-lui l'oeil d'une caméra, une oreille qui ne soit qu'un orifice sans pavillon visible. Saisissez-vous de cette plume, écrivez, tracez en images sonores ce que vous pourriez vainement filmer en mots imagés, séducteurs et fallacieux. Faites, refaites le cinéma plutôt que "du cinéma". N'ayez de Maîtres de filmer que vous-mêmes, non de maîtres à filmer qui ne soient que maîtres de ballet et ne le soient que de vouloir vous apprendre à bien valser un film. Faites votre cinéma tout en marchant pas à pas, mâchonnant d'amers et tendres cailloux. Avancez, libres de toute discipline marchande."*. ■

LL

NDLR Page d'hommage avec films et entretiens avec Marcel Hanoun sur www.lauralaufer.com

VIE DES ASSOCIATIONS

Communiqué

#UnBonJuif etc.

L'*Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* (U.J.R.E.) condamne la multiplication d'ignobles messages violemment antisémites qui circulent sur Internet. Elle ressent d'autant plus douloureusement cet appel au racisme que l'écrasante majorité de ses membres a eu sa famille gazée et brûlée dans les camps d'extermination nazis.

Elle en appelle à la vigilance de toutes et de tous. Elle invite également les organisations démocratiques à s'associer pour faire condamner les auteurs de ces messages.
Rappelant que, selon la législation de notre pays, de telles expressions ne sont pas des opinions mais des délits, l'U.J.R.E. exige des pouvoirs publics et des tribunaux une action résolue contre de telles pratiques. ■

Bureau de l'UJRE
18/10/2012

Espace mémoire du 14
Où en sommes-nous ?

Après des années de négociation avec Paris-Habitat, qui devait réhabiliter le sous-sol du bâtiment "B", ancienne imprimerie de la Naïe presse, la Fédération *Espace mémoire du 14* * composée de l'UJRE, des Amis de la CCE et de MRJ-MOI, vient de décider de rejeter les propositions présentées par ce bailleur. En effet, elles réévaluaient sans cesse le coût des travaux et auraient mis en péril non seulement le projet mais aussi l'activité même de nos associations.
Dans ces conditions, nous assurons désormais nous-mêmes ce projet, entourés d'un architecte, d'un conseiller en matière d'immobilier, d'un avocat et d'une agence de scénographie, équipe qui en associant réhabilitation et aménagement muséal, permettra des économies d'échelle. Le permis de construire sera déposé en préfecture avant la fin de l'année pour que les travaux commencent au plus tôt. Nous vous informerons du projet définitif dès sa finalisation.
La souscription à laquelle vous avez été nombreux à participer généreusement et les subventions versées par la Ville de Paris, la Fondation pour la Mémoire de la Shoah et le Sénat ne nous permettent pas encore de boucler le budget global. Début 2013, nous allons donc à nouveau nous tourner vers des entreprises, des institutions, vers vous... Cette grande souscription nous permettra, si nous devions contracter un prêt, d'en limiter le montant au minimum.
Nous regrettons tout ce temps perdu car l'aménagement de l' *"Espace Mémoire du 14"* aurait pu être réalisé à moindre coût, en synergie avec la réhabilitation de l'immeuble du "14", opérée de mars 2010 à septembre 2011... Mais nous sommes certains qu'avec le soutien de la Ville de Paris, avec le vôtre et celui d'entreprises et d'institutions, nous saurons relever ce défi. ■

Bernard Frédérick

* Cette Fédération et Paris-Habitat ont signé le bail des locaux du "14" dont l' *"Espace de Mémoire dédié aux résistants juifs de la M.O.I."* sera un avenant.

Mais c'était OÙ ?

Saint Jean de Luz, c'était dans les Basses-Pyrénées, disait-on alors, Atlantiques, dirions-nous aujourd'hui, près de Bayonne... **Tarnos**, dans les Landes, près du Boucau, **Soumensac** dans le Lot-et-Garonne, près de Marmande, le **"Château du Roc"** en Dordogne, près de Cubjac... Leur point commun ? avoir été des lieux où, au fil des générations, ont séjourné des milliers d'enfants dans les colonies de vacances de la *Commission Centrale de l'Enfance*, de 1945 à 1986...

Mais moi, **ma vie de château**, c'était en **1954**, sur les **bords de Loire**, ça je m'en souviens ! mais où ? comment s'appelait mon "château de la Loire", ma colo de la CCE, ça j'en suis sûre, dont je ne retrouve aucune trace, aucune photo ?

Qui m'aidera à retrouver ma mémoire qui flanche ? ■

Simone Sawicki Virsube (Soissons) simone.virsube@wanadoo.fr

Merci d'écrire directement par mèl à Simone ou par courrier au journal qui transmettra

HOMMAGE À ...

Henri Krasucki à l'Hôtel de Ville

Catherine Vieu-Charier, élue communiste, adjointe au maire de Paris, chargée de la Mémoire et du Monde combattant, a rendu hommage le 11 octobre à Henri Krasucki à l'Hôtel de Ville de Paris en présence notamment de Bernard Thibault, secrétaire général de la *Cgt*, de Pierre Laurent, secrétaire national du *Pcf*, d'Henri Malberg, de Paulette Sarcey, de Gérard Alezard, à l'occasion de la sortie de l'ouvrage* de Christian Langeois consacré à l'ancien dirigeant de la *Cgt*.
L'élue de Paris a évoqué la personnalité d'Henri Krasucki affirmant qu'il était *"emblématique de l'histoire de beaucoup de gens à Paris venus de Pologne avec leur famille, chassés par les pogromes et l'anticommunisme"*. *"Français de choix et de cœur"*, il s'est engagé pour libérer la France. *"Il a risqué sa vie pour nous"*, a rappelé Catherine Vieu-Charier, n'en déplaise à certains élus de la droite de Paris qui avaient protesté contre cette soirée. Lors de sa déportation à Auschwitz, un soir de Noël, Henri, fin mélomane, a sifflé la 5e symphonie de Beethoven pour ses camarades déportés. Ils ont ensuite murmuré la Marseillaise lors de cette sinistre nuit, a-t-elle rappellé. Elle a aussi évoqué l'action d'Henri dans les associations pour retrouver les enfants déportés de son quartier.
Dans le documentaire de Tanguy Perron, *"La petite place rouge"* qui retrace l'inauguration de la place Henri Krasucki à Paris, le discours de Roger Trugnan qui évoquait son compagnon de déportation, a bouleversé tous les spectateurs.
Christian Langeois a également évoqué les principaux chapitres de son livre* qui a donné lieu à un débat. ■ ***PNM***

* **NDLR** À lire dans notre prochain numéro, une recension du livre de **Christian Langeois**, *Henri Krasucki 1924-2003*, Éd. Cherche Midi, Coll. Documents, Paris, 2012, 372 p., 19 €

La Presse Nouvelle Magazine – ISSN : 0757-2395

LA PRESSE NOUVELLE
Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934
Editions :
1934-1993: quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)
1965-1982: hebdomadaire en français, **PNH**
depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM**
éditées par l'U.J.R.E
N° de commission paritaire 0614 G 89897
Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ
Rédacteur en chef
Roland Wlos
Conseil de rédaction
Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet, Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka, Nicole Mokobodzki
Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba-Raymonde Alman
Rédaction – Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS
Tel : 01 47 70 62 16
Fax : 01 45 23 00 96
Courriel : lujre@orange.fr
Site : http://ujre.monsite.orange.fr
(*bulletin d'abonnement téléchargeable*)
Tarif d'abonnement :
France et Union Européenne :
6 mois 28 euros
1 an 55 euros
Etranger (hors U.E.) 70 euros
IMPRIMERIE DE CHABROL
PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal "pas comme les autres" magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci–joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mèl et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)
J'OFFRE UN ABONNEMENT À :
Nom et Prénom .....
Adresse .....
Téléphone .....
Courriel .....

La Presse Nouvelle Magazine a 30 ans... Mazel tov !

Pour le 300e numéro de la ***PNM***, il nous a semblé intéressant de publier quelques réflexions de Robert Joseph, qui fut son rédacteur en chef, dès sa création, et aussi de rappeler le rôle très important de Marceau Vilner, qui a marqué la ***Presse Nouvelle*** et dont le souvenir est encore vivace.

Marceau Vilner

Né le 19 février 1909 à Vilno (Lituanie), fils d'un ouvrier mort dans un accident du travail, **Naum Fajnsztejn** quitte la Pologne à la fin des années 20, après le lycée et vit en Angleterre puis en Belgique. Il termine ses études d'ingénieur en France.
Il adhère au Parti communiste dès sa venue en France en 1933 et prend le nom de plume de **Marceau Vilner**, en hommage au général de la Révolution française et à sa ville natale. Il est l'un des animateurs du *Comité Thaelmann* des intellectuels antifascistes (Henri Barbusse, André Gide, Paul Langevin, André Malraux, Romain Rolland...) dont il devient en 1936 le Secrétaire général. En 1938, il est l'un des organisateurs d'une exposition du Comité, intitulée *« Cinq ans de régime hitlérien »*. Dans ce cadre, il publie un ouvrage dénonçant *Mein Kampf*, son livre sera en 1940 sur la *« liste Otto »** des livres interdits par les Allemands. En 1939, il publie *« L'Allemagne et la Révolution française »* préfacée par Romain Rolland.

Engagé volontaire en septembre 1939, démobilisé en août 1940, il est chargé par André Tollet d'organiser des groupes de résistants juifs dans le XIe arrondissement et de créer une imprimerie rue Moreau. Passé dans la clandestinité en mai 1941, il est arrêté en juillet 1941, interné à Pithiviers, puis déporté en juillet 1942 à Auschwitz, où il participe à organiser la résistance dans le camp. Il est parmi ceux qui sont envoyés à Varsovie pour « nettoyer » les ruines du ghetto avant son transfert à Dachau en juillet 1944.**
A l'arrivée des troupes américaines, le 2 mai 1945, il est choisi par les 600 prisonniers étrangers de Dachau comme leur délégué. *« Nous avons aussi choisi notre représentant et porte-parole. L'homme de confiance choisi par les prisonniers libérés est Natan Fainstein, de France (n° 88323-48932). Il doit nous représenter auprès de l'Autorité militaire et de toute autre Autorité… »*.
C'est lui qui prononce le discours devant le premier convoi de déportés libérés rentrant en France : *« Il faudra entreprendre un gros travail pour rendre la répétition d'une telle barbarie impossible… Bientôt, nous allons repartir dans tous les coins du monde. Tout en reprenant une vie normale, en organisant sa vie privée et publique, chacun de nous restera un homme à part : un revenant de là d'où on ne revient pas !... »*
En octobre 1945, Marceau Vilner est élu Président de l'*Association des Anciens Déportés Juifs*, fonction qu'il conserve jusqu'à sa mort. Secrétaire générale de l'*Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide*, il participe à la direction de Naïe Presse (en yiddish), signe souvent les éditos de sa page du samedi en français, et est le fondateur de *Presse Nouvelle Hebdo* en français, dont le premier numéro sort en mai 1965.
Lorsqu'éclate la Guerre des Six Jours, il est très malade et rédige ses éditoriaux à l'hôpital. Le 16 juin 1967, il écrit : *« C'est difficile, ingrat – mais combien exaltant – se trouvant pris à contre-courant, de ne pas lâcher la bonne direction, en dépit des insultes… L'arrivée commune à bon port sera alors la fière récompense de ceux qui ont mené le combat lorsque celui-ci était difficile. »* Ce sera son dernier article. ■ **PNM**

* Document de 12 pages publié le 28 septembre 1940 listant les ouvrages retirés de la vente par les éditeurs ou interdits par les autorités allemandes.

* Lire in ***PNM*** 275 d'avril 2010 l'article *"Le combat de l'espérance humaine"* de Marceau Vilner, reproduit du *"Chant du ghetto de Varsovie"*, supplément au n° 138 de la PNH.

Chers lecteurs, si la PNM a trente ans aujourd'hui, c'est grâce à vous ! Alors que *"le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde"*, il ne tient qu'à nous tous, à vous notamment, que la ***PNM*** poursuive l'œuvre de Marceau Vilner en faisant entendre une voix juive, laïque et progressiste qui transmette nos valeurs humanistes de paix et de justice.

Abonnons nos enfants, petits-enfants, nos amis !

PNM, le mensuel juif, progressiste et laïque *"pas comme les autres"*.
Disponible à l'essai pendant trois mois (10 €)
ou bien sur abonnement - Dix numéros par an : 55 €

Quelques réflexions...

par **Robert Joseph***

Trois cents numéros, trente ans… C'est le temps d'une génération humaine ! A la ***PNM***, le flambeau a été transmis : la saison des résistants et des déportés s'achève, celle des « enfants cachés » permet, forts de l'héritage humaniste, laïc et progressiste, de poursuivre les combats sans cesse renouvelés.
Ces enfants cachés et… retrouvés, qui ont connu une autre face des drames de la guerre, incarnent une extraordinaire solidarité nationale : ils ont été protégés, pas seulement par les familles courageuses qui les ont accueillis mais aussi par l'immense majorité des citoyens au fait de leur présence, même s'ils allaient à l'école et à la messe, après avoir « oublié » leur nom. Il y eut des dénonciations, certes, beaucoup malheureusement, des traîtrises, mais la grande majorité est là.
Au cours des trente années écoulées, les vents forts du racisme et de l'antisémitisme n'ont pas connu de répit. Des « odeurs » de Jacques Chirac en 1983, aux interrogations de Jean Raspail en 1985, *« Serons-nous encore français dans trente ans ? »* ; de la profanation du cimetière de Carpentras en 1990, à la question de Giscard d'Estaing en 1991 : « Immigration ou invasion ? » et jusqu'à la récente tuerie de Toulouse, on retrouve tout l'argumentaire actuel du « sarkolepénisme ». Pour l'anecdote, illustration de l'humour de l'ancien président : il a choisi, en septembre l'an passé, un garde-frontière israélien pour présider l'*Office français de l'immigration et de l'intégration*.
Que les pourvoyeurs de la Shoah rendent des comptes devant la justice a mobilisé la ***PNM*** et les militants de l'**UJRE** aux côtés des résistants, déportés et autres victimes, et du monde progressiste. Une action de longue haleine, rappelons-nous ! Vingt-et-un ans de procédure pour Maurice Papon ! C'est dire le poids des oppositions qu'il a fallu vaincre, dans les milieux politiques et dans la magistrature. Paul Touvier, gracié par Georges Pompidou en 1971, condamné, après sa fuite, à la réclusion criminelle à perpétuité en 1994, mourra, malade en prison, en 1996. Il sera le premier Français à être condamné pour complicité de crime contre l'humanité. René Bousquet, l'ami du président Mitterrand, n'a connu que dans les années 80 une procédure judiciaire ouverte à son encontre. Son assassinat en juin 93 nous a privés d'un procès qui pouvait éclairer maints aspects de la collaboration avec les nazis, et pas seulement policière.
Dans ce climat, le révisionnisme trouvait son blé à moudre et aussi de fortes oppositions. Les Faurisson, Raissinier, Plantin et autres ont tout de même été condamnés. L'abbé Pierre aussi pour avoir mis ses pas dans ceux de Roger Garaudy, en guerre contre le « lobby sioniste international ».
A l'actif de la génération précédente, il y a aussi la mémorable déclaration du président Chirac sur la responsabilité de la France dans les drames subis par les Juifs. En a découlé l'immense travail de la Mission Mattéoli pour la restitution des biens confisqués. La déclaration de repentance de l'Église de France sur l'attitude des chrétiens face à l'Holocauste, qui a précédé celle du Vatican, facilitait la compréhension réciproque.
Malheureusement, une telle compréhension n'a pu fonctionner au Proche-Orient. La résolution 1397 de l'ONU du 12 mars 2002 préconise bien l'existence de deux États, israélien et palestinien, côte à côte.
L'intransigeante et répressive politique israélienne, protégée par les États-Unis et l'Union européenne, n'offre pas de perspective. Ce qui n'empêche pas de manifester son opposition à une telle attitude et sa vive sympathie aux pacifistes israéliens partisans de l'existence de deux États.
La vie intellectuelle de la ***PNM*** reste d'une grande richesse reflétant la diversité des cultures juives. Elle aussi s'adapte aux aspirations des nouvelles générations.
Et comme le proclamaient les fondateurs de la ***PNM*** dès son premier numéro : *« mir zenen do ! »* (nous sommes là !). ■

* **Robert Joseph** fut rédacteur en chef de la ***Presse Nouvelle Magazine*** de 1982 à 2003.

Souscription PNM

Pour le 300e numéro,

je verse la somme de ..... €

Chèque à établir à l'ordre de
l'UJRE-PRESSE NOUVELLE
à poster à **l'UJRE,** 14 rue de Paradis
75010 Paris

Cycle - Qu'est-ce qu'être juif au XXIe siècle ?

Des humiliations sous l'Occupation à l'engagement

par **Jacques Atlan**

Ma famille originaire d'Algérie est juive sépharade et berbère. Elle a acquis la nationalité française grâce au décret Crémieux. La judéïté de la famille se limitait à respecter les fêtes juives. En effet, nous n'étions pas croyants et mes parents ne fréquentaient pas la synagogue. Tous occupaient des emplois d'artisans, de maroquiniers ou d'ouvriers, mon père était charpentier. De ce fait, ils étaient proches des populations algériennes par le mode de vie – tous les dimanches par exemple on faisait le couscous – et aussi par la proximité linguistique, mes parents parlant arabe. On était ici bien loin des riches colons français qui tenaient le haut du pavé et avaient mis la main sur l'économie.

Au moment de la Première guerre mondiale, mon père, mobilisé, a dû quitter l'Algérie pour la métropole. Après la boucherie de 14-18, durant laquelle il a été gazé, il a repris son métier d'ouvrier charpentier. Syndiqué, il était partisan du Front populaire. En 1936, la famille a bénéficié des congés payés et a décidé de retourner en Algérie pour revoir la terre natale. Le voyage s'effectuait à l'époque dans des conditions difficiles, on était confiné dans la cale du navire où étaient entassées de nombreuses familles. Malgré cela, nous étions heureux de retrouver le pays de notre enfance.

En 1937, l'entreprise où travaillait mon père à Paris s'est mise en grève. On allait avec ma mère apporter des vivres aux grévistes. La rue était noire de policiers qui bloquaient le passage. Cela m'indignait. Mais malgré ces barrages, on arrivait à leur faire passer des vivres.

Dès le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, notre famille a subi de plein fouet l'iniquité des lois antijuives établies par le gouvernement de Vichy : nous avons dû porter l'étoile jaune, mes parents et les quatre enfants que nous étions. Ensuite, ce fut l'humiliation au quotidien : insupportable de voir mon père contraint de remettre son vélo au commissariat. Après, nous avons été privés de radio. On nous empêchait de vivre.

Et puis la situation s'est dégradée très vite. Mon père a été prévenu d'une descente de police qui allait arrêter les juifs du quartier. Il a réussi à se sauver en zone libre. Nous l'avons rejoint. À Moulins où nous avons franchi la ligne de démarcation pour passer en zone libre, je me souviens des sinistres affiches "Interdit aux juifs" apposées dans certains lieux.

Mon père est mort en 44, des suites des blessures subies en 14-18. Là encore, du fait des lois antijuives, ma mère n'a eu droit à rien : ni pension de guerre, ni pension de réversion. Nous étions donc sans un sou. On est rentré à Paris fin 1944 pour retrouver le logement HLM que nous occupions avant guerre. Il avait été entièrement pillé après notre départ en zone libre. Totalement démunis, nous avons fait appel aux organisations juives d'entraide qui nous ont aidés.

En 1948, j'ai dû quitter le lycée pour trouver un emploi. Dans les années 50, je suis entré comme employé à la BUE, une banque où je suis resté quarante ans. Avec des cours du soir à la Sorbonne après le travail, j'y suis devenu cadre. Dès que j'ai été embauché, j'ai adhéré à la *Cgt* et j'étais plus fier de ma carte syndicale que de l'emploi que j'occupais.

Comme secrétaire du Comité d'entreprise avec mes camarades, on a pu améliorer sensiblement la situation des salariés, avec par exemple la création d'un restaurant d'entreprise. Mais en fait, je ne me destinais pas du tout à la banque. Mon rêve était de devenir écrivain.

J'avais écrit un premier livre *"Minimum vital"* dont j'ai envoyé le manuscrit à Gallimard. Raymond Queneau était d'accord pour l'éditer à condition que je publie un livre par an, ce qui m'obligeait de fait à quitter la banque. Par besoin de sécurité, je suis resté à la banque.

À la même époque, j'ai fait la connaissance de Jean-Paul Sartre pour qui j'avais une grande admiration. Il m'a poussé à adhérer au PC.

Après réflexion, j'ai fini par suivre son conseil. Adhérer en 1957, à l'âge de 27 ans n'était pas simple, surtout après les événements de Hongrie.

Je suis devenu secrétaire de section à Levallois. En 1965, on a repris la municipalité aux centristes alliés au PS. Parfait Jans a été élu maire et je suis devenu adjoint à la Culture. On s'est lancé à la reconquête des cinémas dans les municipalités où les salles avaient disparu. Nous avons créé ainsi 3 salles municipales à Levallois. Et quand les distributeurs ont refusé de nous louer des films, nous avons créé une association de cinéma public sur tout le territoire.

Balkany a repris Levallois et depuis il a supprimé les salles publiques et la bibliothèque enfantine que nous avions créée.

Mon engagement syndical et politique, mon implication dans la gestion municipale, ont été pour moi, à l'évidence, une réponse implicite à ce que j'ai connu dans ma jeunesse, à toutes les humiliations infligées à ma famille par les occupants nazis et les collaborateurs du régime de Pétain.

Cet engagement entamé au siècle dernier se prolonge aujourd'hui sans répit. J'ai poursuivi en effet la réflexion en me consacrant au débat économique pour battre en brèche les idées toutes faites sur l'austérité, les responsabilités dans la crise mondiale actuelle, notamment des traités européens qui ont conduit à la catastrophe que nous connaissons et dont les peuples paient chèrement les conséquences par un chômage endémique en France comme dans toute l'Europe des 27.

C'est d'ailleurs le thème de mon ouvrage* qui je l'espère, aidera à comprendre les enjeux actuels et contribuera à la lutte pour l'édification d'une société plus humaine et pour une démocratie sociale, notamment par la maîtrise des banques privées et des marchés financiers.

Et quand il me reste un peu de temps, je m'adonne à mon violon d'Ingres favori : la peinture. ■

* **Jacques Atlan**, *L'argent des pauvres, les milliards des banques, alternatives financières et politiques*, Éd. l'Harmattan, 2012, 286 p., 29.50 €

Billets d'humeur

par **Jacques Franck**

Imbécillité

La République est en danger. Tremblez, bons Français des villes et des champs ! Enfants, protégez bien vos pains au chocolat. Des terroristes (islamistes, évidemment) vous attendent à la sortie de l'école, au mois d'août, en plein Ramadan. Ils vous arrachent et piétinent votre goûter. La preuve est faite que l'immigration menace notre société.

Qui a proféré un pareil tissu d'imbécillité ? Les adeptes du Front National ? Un groupuscule néo fasciste ? Une bande de fous ou de farceurs ?

Non. Le père de cette mise en garde est Monsieur Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP. Il nourrit à long terme des ambitions qui le dépassent. Il est prêt à dire et faire n'importe quoi. Y compris se rouler aux pieds des électeurs de Madame Marine Le Pen.

Le racisme, d'où qu'il vienne, y compris de la droite soi-disant républicaine, reste le racisme. Il doit être dénoncé et combattu sans concession. ■

9 octobre 2012

Laïcite

On dit que Manuel Valls est socialiste. C'est vrai depuis longtemps.

On dit que Manuel Valls est ministre de l'Intérieur. C'est vrai depuis le printemps dernier.

On dit que Manuel Valls est un ferme tenant de la laïcité. Je ne demanderais pas mieux que de le croire, mais deux événements m'interpellent à ce sujet. Ma réponse à la question ne sera pas aussi affirmative que je le souhaiterais.

Au cours de son bref séjour en Algérie, le ministre aurait négocié l'importation en France d'imams destinés à l'encadrement idéologique des prisonniers musulmans.

Il s'agirait de les ramener dans le droit chemin et de les soustraire à des influences politico-religieuses néfastes.

La République ne serait-elle pas mieux inspirée en organisant dans les prisons des formations à ses valeurs, et de substituer aux imams des enseignants et éducateurs laïcs ?

Le pape Benoît doit procéder prochainement à la canonisation d'un défunt missionnaire colonial français. Or Manuel Valls doit assister officiellement à cette cérémonie. Il représentera le gouvernement de la République laïque et le peuple français. J'espère que cette annonce est un "bug" de communication, et que nous n'aurons pas à rougir d'un tel scandale. ■

16 octobre 2012

17 Octobre 1961

Communiqué de la Présidence de la République

Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression.

La République reconnaît avec lucidité ces faits.

Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes.

François Hollande

17 octobre 2012

Fidèle à la mémoire des victimes de Charonne, parmi lesquels Fanny Dewerpe, l'*Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* (UJRE), membre du *Comité Vérité et Justice pour Charonne*, signale le débat en cours sur la proposition de loi du groupe communiste tendant à ce que soit reconnue *« la responsabilité de la France dans les crimes sanglants du 17 octobre 1961. »*

Dans le cadre de ce débat, Pierre Laurent plaide pour *« l'établissement définitif de la vérité et la reconnaissance des crimes coloniaux »* qui implique l'ouverture des archives.

Et de constater : *« La fin de rapports coloniaux et néocoloniaux avec les pays africains passe par là, comme le développement de notre coopération. Aucune archive ne doit être "incommunicable". Les historiens doivent pouvoir échapper au contrôle du pouvoir et des groupes de pression, travailler librement en liaison avec leurs homologues de l'autre rive de la Méditerranée, y compris sur les crimes de l'OAS – organisation que certains à droite essayent toujours de réhabiliter. »* ■

Turquie

La liberté de la presse menacée

La liberté de la presse, la liberté d'expression et le droit des citoyens à être informés sont des critères essentiels de la démocratie. Pour autant, ces libertés se trouvent de plus en plus souvent menacées, ce sous toutes les latitudes, et les journalistes paient souvent un lourd tribut dans l'accomplissement de leur mission, non seulement sur les terrains de guerre mais aussi dans les États qui foulent au pied les libertés fondamentales.

Ce 5 novembre, la *Fédération européenne des journalistes* (FEJ), 300 000 adhérents dans 30 pays, organise comme chaque année une journée pour la défense du journalisme en Europe, baptisée *"Stand up with journalism"*.

Cette année la défense des journalistes turcs est au centre de la mobilisation des syndicats de journalistes européens.

En effet, 76 journalistes turcs sont détenus dans le cadre de la loi antiterroriste qui permet l'arrestation et l'enfermement de ces journalistes. La plupart d'entre eux – kurdes et turcs – sont accusés par le parti au pouvoir, l'AKP, et son premier ministre Erdogan, d'être des propagandistes à la solde de partis d'opposition ou de "groupes terroristes". Ils sont détenus dans des conditions moyennâgeuses et ce sont des tribunaux d'exception qui les jugent.

Les syndicats européens (dont les syndicats français SNJ, SNJ-*Cgt* et *Cfdt*, tous trois membres de la FEJ) mènent une campagne permanente pour obtenir la libération de ces journalistes et pour faire abolir les lois d'exception. ■

Patrick Kamenka

New York, 29 novembre 2012

Au siège de l'*Organisation des Nations Unies* sera célébrée comme chaque année la *Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien**. Cette date rappelle le jour où, en 1947, l'ONU adoptait le *« Plan de partage »*** de la Palestine en un *« État juif »* et un *« État arabe »*, Jérusalem étant alors placée sous un régime international spécial comme *corpus separatum* : A la demande de l'ONU, gouvernements et sociétés civiles mèneront ce jour diverses activités comme la publication de messages spéciaux de solidarité avec le peuple palestinien, l'organisation de réunions, la diffusion de publications et autres documents d'information, et la projection de films.

* Cf. résolutions ONU 32/40 B du 2 décembre 1977, 34/65 D du 12 décembre 1979, 60/37 du 1er décembre 2005

** **Ndlr** En septembre 2011, **Dominique Vidal** ouvrait le cycle des ***Dates-clés du Proche-Orient*** dans le numéro 288 de la ***Pnm*** par l'article *"29 novembre 1947 - l'ONU partage la Palestine"*.

Israël

Acte de piraterie

Une fois encore, les dirigeants israéliens n'ont pas hésité à violer le droit international en envoyant leur marine arraisonner le bateau Estelle, battant pavillon finlandais, qui faisait route vers le port de Gaza pour distribuer de l'aide humanitaire à la population de cette terre palestinienne, qui vit dans une prison à ciel ouvert, victime d'un blocus depuis plus de six années.

La marine a saisi le bateau dans les eaux internationales et l'a détourné vers Israël. Un commando lourdement armé a arrêté l'équipage et des passagers de diverses nationalités, dont des parlementaires. Ils doivent tous être libérés et le navire rendu à la libre navigation.

Une fois de plus, règne un silence assourdissant de l'Europe, après cet acte de piraterie commis par Israël.

En toute impunité. ■

PK 22 octobre 2012

PNM n°300 - Novembre 2012

La PNM a trente ans

Numéro 300. Vive la PNM ! *R.Wlos* 1
Marceau Vilner *Pnm* 3
Quelques réflexions *R.Joseph* 3

Cycle Être juif au XXIe siècle

Des humiliations sous l'Occupation à l'engagement *J.Atlan* 4

Hommages

Schlomo Venezia *Pnm* 2
Marcel Hanoun *LL* 2
Henri Krasucki *Pnm* 2

Histoire / Mémoire

Rescapée du Vel' d'Hiv *F.Haguenauer* 6
Mémoires de départs *F.Mayran* 8

Les dates-clés du Proche-Orient

9) 4 novembre 1995 : L'assassinat d'Itzhak Rabin *D.Vidal* 6

Espace Mémoire du "14"

Où en sommes-nous ? *B.Frédérick* 2

Monde

17 octobre 1961 *Pnm* 4
De quoi le "choc de compétitivité" est-il le nom ? *J.Lewkowicz* 5
Turquie : La liberté de la presse menacée *P.Kamenka* 5
Israël : Un acte de piraterie *PK* 5
Kosovo : La "guerre humantaire " n'est pas digérée *Pnm* 5

Billets d'humeur *J.Franck* 6

Imbécillité (09/10), Laïcité (16/10)

Culture

Anna Seghers : Écriture en résistance et légendes en contrebande *H.Roussel* 7
Alberto Manguel, de l'autre côté du miroir du judaïsme ? *G-G.Lemaire* 8
Cinéma : Après Mai *L.Laufer* 7

France

De quoi le « choc de compétitivité » est-il le nom ?

par **Jacques Lewkowicz**

Afin de faire baisser le prix de nos exportations, il est prévu de substituer aux cotisations sociales patronales (lesquelles permettent le fonctionnement de la Sécurité sociale, des allocations familiales et des retraites) une augmentation de la CSG payée par tous.

Une telle mesure reviendrait à une dévaluation déguisée puisqu'elle aboutirait à une baisse du pouvoir d'achat laquelle ferait qu'une heure de travail français permettrait d'acheter une plus faible quantité de marchandises notamment étrangères, ce qui est le résultat d'une dévaluation que l'on déguise en la dénommant "choc de compétitivité".

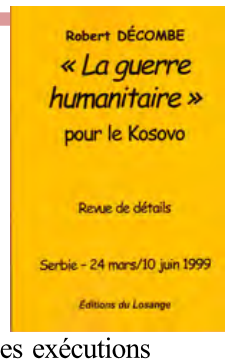
Il s'agit là d'une politique menée dans le passé par l'Allemagne et qui lui a réussi. Cela repose cependant sur une erreur d'optique. Si toute l'Europe avait mené la même politique, celle-ci aurait été un échec car elle aurait dégénéré en une guerre des prix.

Supposons deux entreprises A et B ayant à peu près la même part de clientèle pour un produit comparable. Si A abaisse son prix pour augmenter le nombre de ses clients au détriment de B et que ce dernier en fait autant, chacun, à la fin retrouvera la même part de clientèle mais ils se seront tous deux appauvris du fait de la baisse des prix leur apportant un plus faible bénéfice. Or c'est pourtant ce processus que l'on nous propose de suivre.

Plutôt que de mettre en concurrence les travailleurs de part et d'autre du Rhin, c'est de solidarité et de coopération que les uns et les autres ont besoin en vue de mener une politique de compétitivité par l'innovation, préférable à la guerre des prix. C'est pourtant cette concurrence qu'organisent les projets européens de privatisation de la Sécurité sociale et le Traité budgétaire européen, contre lequel s'élèvent non seulement les deux prix Nobel d'économie (Joseph Stiglitz et Paul Krugman) mais aussi cent-vingt économistes comprenant les meilleurs chercheurs français. ■

Kosovo

La « guerre humanitaire » n'est pas digérée



Le 10 septembre, les dirigeants albanais du Kosovo ont fêté une « nouvelle souveraineté » : le Bureau civil international (BCI) mis en place en 1999 par les États-Unis et leurs alliés, dont la France de Jacques Chirac et Lionel Jospin, pour superviser directement les organismes gouvernementaux, a été fermé. Les pays qui ont lancé les frappes contre la Serbie, se retirent de cette région laissée dans la misère, treize ans après l'arrêt des raids aériens, un quasi-État, non admis à l'ONU, qui n'a pas d'existence légale au plan international, reconnu seulement par quelque quatre-vingt-dix États. Le Kosovo est toujours dépendant de la résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de juin 1999, qui a marqué la fin des bombardements, et qui le situe toujours comme région de la Serbie.

Ces États occidentaux, en quelque sorte, reportent leurs responsabilités particulières sur les organismes collectifs comme l'Otan, la *Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo* (Minuk), et la mission Eulex Kosovo (mission de l'Union européenne) toujours chargées de veiller à la mise en place d'un État de droit et au maintien de l'ordre.

En mars dernier, le Conseil d'État a considéré le Kosovo comme un pays non sûr. Il a relevé l'emprise du crime organisé et de la traite d'êtres humains, la corruption, les menaces contre les non albanais, les difficultés dues à une forte minorité serbe dans le nord de la région.

Les enquêtes en cours sur le trafic d'organes humains, révélées il y a des années, ou celle sur les exécutions sommaires d'hommes politiques albanais de l'entourage de feu le président Ibrahim Rugova, mises sur le compte de la police serbe, n'évoluent guère. En 2010 déjà, le Conseil de l'Europe soulignait « l'opportunisme politique » qui entoure ces sujets. Chaque fois, l'ex-chef de la guérilla devenu chef du gouvernement, Hashim Thacy, le protégé de Washington, est cité avec ses principaux compagnons. L'un d'eux, Jakup Krasniqi, a ouvertement justifié ces crimes devant le tribunal de La Haye.

Les bombardements contre la Serbie de 1999, appelés « guerre humanitaire » sous prétexte de protéger la population albanaise, une guerre conduite en opposition avec les institutions internationales et la plupart des États membres des Nations unies, pèsent encore lourd.

Dans son essai *« La guerre humanitaire pour le Kosovo »*, Robert Décombe* présente une *« Revue de détails »* des conditions qui ont préparé ces bombardements. Une riche documentation avec les déclarations officielles et les commentaires qui les accompagnaient. ■ ***Pnm***

* **Robert Décombe**, journaliste, fut de 1977 à 1982 l'envoyé spécial de l'*Humanité* en Yougoslavie. Lire *« La guerre humanitaire pour le Kosovo - Revue de détails – Serbie 24 mars/10 juin 1999 »*, Éd. du Losange, 2012, 180 p., 16 €.

Histoire - Cycle "Les dates-clés du Proche-Orient"

9 Dates-Clés

4 novembre 1995 : l'assassinat d'Itzhak Rabin

par **Dominique Vidal ***

À Tel-Aviv, la place des Rois porte désormais son nom. Car c'est là qu'**Itzhak Rabin** a été assassiné le 4 novembre 1995, à l'issue d'un meeting pour la paix, par un jeune juif extrémiste : Yigal Amir.

Acte isolé ou complot ? Les historiens n'ont pas encore tranché. Mais à la limite, peu importe. Car, quoiqu'il en soit, le bras du meurtrier a été idéologiquement armé par la campagne hystérique que menèrent, des mois durant, la droite et l'extrême droite contre le Premier ministre signataire avec le président de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat, des accords israélo-palestiniens d'Oslo. On se souvient des affiches représentant Rabin la tête coiffée d'un keffieh ou en uniforme SS, et de ces rabbins ultra-orthodoxes organisant contre lui une *pulsa denoura***.

Et pourtant la carrière de ce « sabra*** » s'identifiait jusque-là avec l'armée. Engagé à dix-huit ans dans la *Haganah*, il devient en 1947, à vingt-cinq ans, le plus jeune colonel du *Palmah*, l'avant-garde des forces juives, et s'illustre au cours de la première guerre israélo-arabe : dans la bataille pour Jérusalem, mais également dans l'expulsion de 75 000 Palestiniens de Lydda et de Ramleh.

Fin 1950, il est affecté à l'État-major. D'échelon en échelon, il parvient en 1964 au poste suprême de chef de l'État-major général et dirige donc l'offensive éclair de 1967. Malgré une défaillance – le 23 mai – qui lui sera longtemps reprochée, il tire de l'écrasante victoire des Six Jours une popularité qui lui servira de tremplin pour sa carrière politique.

Un an plus tard, il troque l'uniforme pour le costume de diplomate, à la tête de l'ambassade la plus importante de toutes : auprès des États-Unis. Des cinq années passées à Washington, il revient convaincu que le sort de l'État juif dépend de son alliance avec l'Amérique – et surtout vierge de toute responsabilité dans le désastre d'octobre 1973. Ce qui lui vaut de succéder à Golda Meir, démissionnaire, comme chef du gouvernement en juin 1974. Brève et amère expérience : trente mois plus tard, un scandale – sa femme, Leah, a conservé illégalement un compte en banque aux États-Unis –, l'oblige à démissionner, et les travaillistes, pour la première fois dans l'histoire du pays, doivent céder le pouvoir à la droite conduite par Menahem Begin.

« Cassez-leur les os ! » : cette formule marque, dix ans plus tard, son retour à la politique... Ministre de la Défense du gouvernement d'union nationale il est chargé par Itzhak Shamir de réprimer la *Première intifada*. Tirer sur des jeunes désarmés serait politiquement délicat ?

13 septembre 1993. Poignée de main entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin sous le regard de Bill Clinton

© Trikosko/Bibliothèque du Congrès, Washington

On leur brisera bras et jambes. Des images de la chaîne CBS immortaliseront la méthode. Présentée par les amis d'Itzhak Rabin comme un pis-aller, destiné à éviter les morts par balle, elle s'y est en fait ajoutée : un an après le début du soulèvement, les Palestiniens insurgés comptent 400 morts et 25 000 blessés...

Paradoxe : c'est cet homme qui devient l'artisan du « processus de paix ». Car il a tiré la leçon d'une vie de confrontation brutale avec le nationalisme palestinien :

« La question, estime-t-il, *n'a pas de solution militaire ».*

Faucon et colombe à la fois, il est l'homme de la situation : les militants travaillistes en ont l'intuition, qui le préfèrent à son rival de toujours, Shimon Peres, pour les mener à la bataille électorale de 1992. À soixante-dix ans, Itzhak Rabin redevient Premier ministre.

Durant une année, il tentera encore, vainement, de contourner les Palestiniens : il laisse les négociations multilatérales entamées à Madrid s'enliser à Washington, et paraît donner la priorité à la paix avec la Syrie et la Jordanie. Pis : en décembre 1992, l'expulsion de 450 militants du Hamas vers le Liban paraît réduire à néant les espoirs de paix.

Fort à propos, Yossi Beilin, non sans l'accord du chef du gouvernement, va nouer des contacts secrets avec l'OLP à Oslo. Contre toute attente, les deux délégations se mettent d'accord sur une formule d'autonomie inspirée des accords de Camp David.

En septembre 1993, c'est le « tournant » : après la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, Rabin et Arafat signent, scellée d'une historique poignée de mains, la *Déclaration de principes sur l'autonomie*. Certes, le Premier ministre freine ensuite le mouvement. Répétant qu'*« il n'y a pas de date sacrée »*, il retarde les accords d'Oslo I (mai 1994), puis d'Oslo II (septembre 1995). La colonisation s'accélère et la Cisjordanie autonome se réduit comme peau de chagrin. Mais, même au rabais, cette paix en marche est insupportable à la droite et à l'extrême droite israélienne. Au soir du 4 novembre 1995, à l'annonce de son décès à l'hôpital où il a été opéré, les plus lucides des observateurs le pressentent : avec Rabin, c'est le « processus de paix » qui est mort. ■

* **Dominique Vidal**, journaliste, historien, est co-auteur des *100 Clés du Proche-Orient*, Éd. Fayard, Paris, 2011.

** Rite juif ancien en langue araméenne en appelant au « feu du Ciel » contre quelqu'un – autrement dit à sa mort.

*** Juif né en Israël, par opposition à celui venu de la diaspora.

Histoire - Témoignage

Rescapée du Vel' d'Hiv

par **Florence Haguenauer**

Irène n'avait pas encore cinq ans quand elle a été raflée, avec sa mère, par la police française et envoyée au Vel' d'Hiv. Soixante-dix ans après, elle raconte :

« Je me rappelle les coups frappés à la porte ; les hurlements de ma mère ; plus tard les gémissements, l'odeur, la rumeur… » Bien sûr, c'est un souvenir traumatisant. Bien sûr, les images de ces heures passées au Vel' d'Hiv, ce haut lieu du sport parisien transformé par le gouvernement de Vichy en prison, ne peuvent que hanter, depuis soixante-dix ans, Irène Sapir. Pourtant, c'est sans hésitation que cette institutrice aujourd'hui à la retraite, accepte, comme elle le fait si souvent dans les écoles, de parler de cette période sombre de notre histoire qu'elle a vécu en première ligne. Parce que pour elle, transmettre c'est lutter contre l'oubli.

Irène est née à Paris en 1937. Son père, Aaron, est originaire d'Odessa, sa mère, Léa, de Pologne. Dans les années 30, pour fuir les pogromes, l'antisémitisme, le fascisme, ils partent tous deux en Palestine. C'est là qu'ils se rencontreront avant d'être expulsés par les Anglais qui voient d'un mauvais œil ces jeunes juifs communistes lutter, aux côtés des Palestiniens, contre le protectorat britannique.

France terre d'asile

Arrivés en France durant le Front populaire, ils sont, ainsi que le dit malicieusement Irène *« les sans-papiers de l'époque »*. Ils habitent le XX^{e} arrondissement, comme tant de juifs venus d'Europe centrale qui, chassés de leur pays et en quête de liberté, ont choisi la France, pays des droits de l'Homme.

Et puis c'est la guerre. Les nazis sont à Paris. Partir ? Mais où ?

Les parents d'Irène ne connaissent personne en province. Alors, ils restent dans leur petit logement, une pièce avec un recoin qui sert de cuisine, les toilettes sur le palier.

Léa, Irène et Aaron Sapir

Le père d'Irène s'engage aussitôt dans la Légion étrangère, seul moyen pour les juifs étrangers de défendre la France. Il est vite fait prisonnier.

Léa gagne sa vie en travaillant à domicile, s'occupe des finitions de vêtements que lui confient des tailleurs du quartier. Même si le port de l'étoile jaune n'est pas encore imposé (il le sera à partir de juin 1942), difficile pour elle de cacher ses origines étrangères : elle parle yiddish, polonais, russe, hébreu… mais s'exprime très mal en français.

Arrive le 16 juillet 1942. Les SS ont ordonné à Bousquet, secrétaire général de la police française, de faire arrêter et interner 23 000 juifs allemands, autrichiens, polonais, tchèques, russes et "indéterminés" habitant la région parisienne.

Sur proposition de Laval, ministre de Pétain, même les enfants de moins de seize ans doivent être raflés *« pour raisons humanitaires, afin de ne pas séparer les familles »*.

16 juillet 1942, au matin

De ce jour-là, Irène garde des souvenirs très précis. Le réveil particulièrement tôt. Les recommandations chuchotées de sa mère *« surtout, pas de bruit »*.

Le coin cuisine, cachette dérisoire, où elles se terrent. Les coups violents à la porte. L'irruption des policiers qui leur ordonnent de *« rassembler des affaires »*.

Sa terreur devant les hurlements de sa mère qui s'accroche au lit à barreaux, tandis que les policiers la secouent. *« Maman avait connu la prison en Pologne, puis en Palestine,* souligne Irène. *Pas question pour elle de se laisser faire ».*

Sa mère qui finalement, bien obligée, remplit une valise – avec notamment les lettres reçues d'Aaron, prisonnier en Allemagne. Et elle, Irène qui, en guise de bagage, sert contre elle Francis, son baigneur.

Elle ne garde aucun souvenir du transport mais porte en elle, avec précision, les deux jours passés au Vélodrome d'Hiver, l'atmosphère qui y régnait, les gémissements, l'odeur, les malades amenés par brancard et déposés au milieu, sur la piste.

Elle revoit comme si c'était hier l'endroit où sa mère et elle passent la nuit *« dans les gradins, sur la gauche »*. Ont-elles mangé ? Elle l'ignore, sait seulement que sa mère lui a raconté qu'elle était *« une petite chose terrorisée, qui a refusé d'aller chercher les chocolats que distribuait la Croix-Rouge ».*

Au bout de 48 heures, sa mère qui a entendu dire que les femmes de prisonniers ne doivent pas être arrêtées, parvient à les faire libérer grâce aux lettres d'Aaron qu'elle a emportées avec elle *« et qui, comme toutes les lettres de prisonnier, étaient très caractéristiques ».*

Retour en métro à la maison. Léa porte l'étoile jaune. Une femme, assise en face d'elles, pleure.

Irène passera le reste de la guerre cachée dans une famille à Nanterre, en région parisienne.

Sa mère, elle, sera arrêtée à nouveau, déportée de Drancy vers Auschwitz le 2 mars 1943, dans le convoi n° 49. Sur les mille déportés de ce convoi, six ont survécu, dont la mère d'Irène qui, pendant vingt ans, rêvera qu'elle est poursuivie avec une petite fille dans les bras. ■

Ndlr : Avec l'aimable autorisation de l'auteur, nous reproduisons ici un article déjà paru dans « Ensemble et Solidaires », le journal de l'UNRPA *(Union Nationale des Retraités et des Personnes Agées).*

Culture

Chronique de Laura Laufer

Après mai d'Olivier Assayas

Ce très beau film, qui nous parle de l'après mai 1968, évoque une jeunesse au cœur de laquelle on devine celle d'Olivier Assayas.
Ce que j'aime avant tout dans ce film, est sa capacité formidable à faire jaillir de la vie et à lui donner corps à travers des personnages magnifiquement incarnés ici par de jeunes acteurs formidablement dirigés. Assayas est un des cinéastes les plus talentueux apparu ces vingt-cinq dernières années. Le film poème *Les Amants réguliers* de Phippe Garrel sur le même sujet était une sorte de « *brasier ardent* » qui montrait MAI 68 comme un rêve et en démystifiait la légende.
La force de la mise en scène d'Assayas, où se retrouve d'ailleurs la thématique du feu, tient dans ce regard de juste équilibre entre la distance rétrospective et l'intime. Mais la question se pose aussi, à propos de la représentation de 1968, d'*où on voit* car ce *lieu* a de l'importance, et *la perspective* change nettement vue de l'usine, de l'atelier d'artiste, du lycée parisien ou du proche lycée de banlieue. D'*où* peut-on apprendre que dix millions de grévistes gagnèrent le droit syndical dans l'entreprise, la quatrième semaine de congés payés, le SMIG augmenté de 35% avec 600 francs, la dissolution de l'Assemblée nationale et le départ du Général de Gaulle ? Vu de l'usine, l'après mai c'est aussi *Le sang des autres* (cf. Bruno Muel) car il y eut des morts, comme Pierre Beylot chez Citroën à Montbéliard, et toujours et encore cette même famille Citroën !
L'absence de ces éléments peut fonder une tradition de représentation *folklorique* de MAI 68 mais comme Jean Renoir aimait à le rappeler, ce qui compte au cinéma ce n'est pas le charbon mis sur le visage de l'acteur pour jouer le mineur, mais - y compris par le plus grand des artifices - d'atteindre à *la vérité intérieure* et nul doute qu'*Après Mai*, par la vitalité de la jeunesse et de l'air du temps qu'il donne à voir, en est totalement imprégné.

Là où le film d'Assayas n'offre aucun « *folklore* » – et c'est ce qui fait sa richesse – c'est que nourri de toute la contre-culture émergée du sein de 1968 (musique, cinéma…), il nous en offre un magnifique miroir. Et de là, l'essentielle question qui se pose à l'art comme à la politique et que, sept années avant 1968, Guy Debord exprimait déjà dans son cinéma par la *critique de la séparation*. ■

Cycle "Mémoire de cinéma"*

animé et présenté par Laura Laufer, un mardi par mois

Une place achetée - une place offerte
Venez à deux !

Séance suivie de débat

20 NOVEMBRE à 20h30

LES LUMIÈRES DE LA VILLE
de Charles Chaplin

en partenariat avec le Théâtre Firmin Gémier la Piscine autour de la pièce *Maitre Puntila et son valet Matti* de **Bertolt Brecht**. Information au 01 40 83 19 73 www.cac-le-rex.fr

* Cinéma municipal LE REX. 364 avenue de la Division-Leclerc. 92290 Châtenay-Malabry

Littérature

« Cycle Anna Seghers : Une écriture en résistance et des légendes en contrebande »

par **Hélène Roussel**

C'est sous ce titre que *France Culture* vient de diffuser en octobre quatre émissions d'une heure consacrées à l'une des plus grandes voix de la littérature allemande du XX^e^ siècle. Proposées par Ariane Ascaride et Hélène Roussel, sur une idée originale d'Ariane Ascaride avec pour réalisatrice Marguerite Gateau, ces émissions ont donné à entendre un ensemble de textes d'**Anna Seghers**, et se proposaient de redonner de la visibilité à cette écrivaine quasiment inconnue de la majeure partie du public français d'aujourd'hui, et tout à fait inconnue des jeunes générations.
Une inconnue ? Et pourtant quel parcours de vie, et quelle œuvre !
Née en 1900 dans une famille juive cultivée de Mayence, enfant unique dans ce milieu aisé et protégé, Netty Reiling a voulu très tôt aller voir ailleurs : culturellement, en étudiant entre autres la sinologie, et socialement, en cherchant très jeune le contact avec les milieux défavorisés, d'où elle tirera plus tard des personnages capables d'incarner *"la force des faibles"*. Quant à ses thèmes littéraires, elle ne les empruntera pas seulement au présent immédiat ou à l'Histoire, mais aussi aux temps lointains des mythes, des légendes et des contes populaires, faisant souvent interférer ces différents plans dans un même texte.
Après une thèse d'histoire de l'art sur *Les Juifs et la judéité dans l'œuvre de Rembrandt*, elle ne choisit pas la carrière universitaire mais entre en littérature sous le nom d'Anna Seghers. Elle épouse en 1925 le sociologue hongrois émigré Laszlo Radvanyi, un ami de Georg Lukács, et le suit à Berlin. En 1928, encore inconnue du grand public, elle reçoit le prix Kleist, et entre au parti communiste. Elle va vivre à Berlin l'agonie de la première République allemande, minée par la crise économique mondiale et la montée du nazisme.
L'avènement d'Hitler la contraint à l'exil avec sa famille au printemps 1933 et c'est d'abord en France qu'elle va poursuivre son œuvre, à Meudon Bellevue où elle écrira notamment son grand roman sur la résistance allemande : *La Septième croix*.
Chassée par la guerre et l'occupation allemande, elle se réfugiera à Marseille, en zone dite libre, dans l'attente de quitter la France de Pétain, une France de tous les dangers pour les Allemands antinazis et pour les juifs étrangers. Son roman *Transit* (1941/43) fait revivre l'attente de ces réfugiés, avec leurs illusions et leurs espoirs.
C'est finalement au Mexique qu'elle trouvera asile avec son mari et ses enfants : elle tentera vainement d'y faire venir sa mère, restée en Allemagne, mais ne parviendra pas à la sauver de la déportation et de la mort. Cet échec et ce deuil transparaîtront dans la nouvelle *L'excursion des jeunes filles mortes* (1943/44), l'un de ses plus beaux textes. Et la référence juive, déjà présente dans cette nouvelle et dans *Transit*, sera thématisée plus explicitement dans une autre, *Post ins Gelobte Land* (Du courrier pour la Terre promise, 1944), encore inédite en français.
C'est dans une Allemagne dévastée par la guerre qu'elle rentrera en 1947, une Allemagne divisée où elle est presque redevenue une inconnue. Elle participera à Berlin, en zone soviétique, puis en RDA, à la reconstruction culturelle et morale du pays, désorienté après douze ans de nazisme. Elle y verra enfin éditer son œuvre, dont la diffusion avait été perturbée par ses quatorze années d'exil. Et elle y deviendra présidente de l'*Union des écrivains*, sans renoncer jusqu'à sa mort, survenue en 1983, à sa propre vision de la réalité – dont les rêves, les mythes et les légendes font partie intégrante –, ni à son écriture personnelle, même lorsque le réalisme socialiste y sera érigé en dogme.
Presque inconnue dans la France de 2012, Anna Seghers avait pourtant commencé très tôt à être traduite et publiée en français. Dans les années 1930 étaient parues *La révolte des pêcheurs* (1931), l'une des nouvelles qui lui avaient valu le prix Kleist, son roman *Le chemin de février* (1936), et en 1938 un très beau texte sous forme de pages de journal intime, *Six jours, six années*, avait été publié dans la revue EUROPE. Après la guerre sont parus les romans *La Septième croix* et *Transit* (1947), la nouvelle *Légendes d'Artémis* (1948), le roman *Les morts restent jeunes* (1952), le cycle de nouvelles *La Ruche* et la nouvelle *La fin* (1956). Et puis plus rien, silence radio. La guerre froide est passée par là, disqualifiant aux yeux des lecteurs occidentaux les auteurs d'Europe de l'Est.
Il faudra attendre douze ans pour voir paraître à nouveau en France des textes d'Anna Seghers, avec les nouvelles de *La force des faibles* (1968), les *Histoires des Caraïbes* (1972), et en 1977 un volume réunissant trois nouvelles : *Ce bleu, exactement*, *La rencontre insolite* et *Le lieu du rendez-vous*.
Une importante anthologie de ses textes sera éditée la même année par Claude Prévost sous le titre *Œuvres*, au Livre Club Diderot. Mais vingt ans s'écouleront encore, marqués par la césure de la chute du mur de Berlin, avant que ne reparaissent *Ce bleu, exactement*, dans une traduction nouvelle en 1997, et *La fin* (1998). L'an 2001 verra publier *Jans va mourir*, une nouvelle de jeunesse redécouverte récemment. Et dix ans plus tard reparaîtra *Le chemin de février* (2010).
Au total, l'œuvre d'Anna Seghers n'a donc connu en France qu'une diffusion incomplète, discontinue et fragmentée par l'Histoire, qui n'a pu donner lieu à une réception continue dans le public, d'une génération à l'autre. Mais sa réception n'en a pas moins été relancée à plusieurs reprises par des traducteurs et des éditeurs qui croyaient en la qualité de cette œuvre.
En Allemagne, une grande édition critique de cette œuvre est en cours aux éditions *Aufbau*. Mais beaucoup reste à faire pour lui donner en France une diffusion plus large : certaines traductions anciennes sont à refaire, certains romans et nouvelles sont encore à traduire.
Les quatre émissions de *France Culture* ont proposé un parcours de lecture au long cours à travers cette œuvre, on peut les réécouter et les podcaster sur Internet, sur le site de *France Culture*, dans la rubrique : *L'Atelier fiction*.
Puissent-elles donner à beaucoup d'auditeurs* l'envie de découvrir ou de relire Anna Seghers. ■

* NDLR ... et de lecteurs de la *PNM* :-)

Judaïsme

Alberto Manguel, de l'autre côté du miroir du judaïsme ?

par **Gérard-Georges Lemaire**

Né à Buenos Aires en 1948, **Alberto Manguel** a passé sa prime jeunesse en Israël où son père était ambassadeur. Puis il est revenu en Argentine et le hasard a joué en sa faveur : il est devenu le lecteur de **Jorge Luis Borgès**. Par la suite, muni de ce bagage de connaissances littéraires irremplaçables, il a commencé une carrière universitaire dans le Canada anglophone. Il se fera d'ailleurs naturaliser canadien et écrira l'essentiel de son œuvre en anglais. Aujourd'hui, il vit plus volontiers dans le centre de la France.

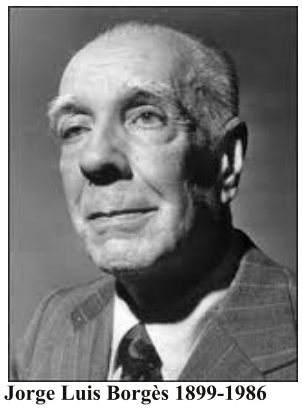
Alberto Manguel

Alberto Manguel est devenu célèbre pour des études érudites comme *Une histoire de la lecture* (1996), *La Bibliothèque, la nuit* (2006) ou ses essais sur Lewis Carroll, comme *Dans la forêt du miroir* (1998), sans parler de ses essais sur Borgès, qui sont de précieux documents. Mais aussi savants que puissent être ses ouvrages, ils n'ont jamais un ton universitaire. Manguel s'efforce de transformer en littérature chacun de ses livres, *l'Ordinateur de Saint Augustin* en est la preuve patente (1997). Il faut remarquer à cet égard que presque tous ses livres ont été publiés dans un arc de temps restreint à partir de 1980 et que ses textes les plus importants ont paru la décennie suivante.

Dans sa prose (même dans ses nombreux articles), rares sont les moments où il est question de ses origines juives. Dans son dernier livre paru en français, sont recueillis des textes inédits et d'autres qui ne le sont pas. Il a choisi d'intégrer *« Être Juif »*, un article paru dans *The Independent* en 1994 et repris *Dans la forêt du miroir*. Sans doute parce que l'analyse du livre d'Alain Finkielkraut, le *Juif imaginaire* lui a donné l'occasion de définir sa judéité –, ou plutôt de ne pas le faire. Sa grand-mère était pratiquante, mais pas ses parents. Il ne savait même pas qu'il était juif. En lisant Finkielkraut, il comprendra cette dualité ambiguë qui consiste à affirmer son état de Juif et à vouloir simultanément être l'Autre.

Son histoire est celle de tant d'autres juifs qui ont émigré en Amérique du Sud : ses grands-parents ont suivi le baron Hirsch dans des colonies situées dans le nord de l'Argentine où l'on a vu des gauchos juifs ! Tout se complique avec son père qui fait une carrière de diplomate. Le colonel Peron décide en 1948 de le nommer ambassadeur en Israël contre l'avis du corps diplomatique, pour montrer son amitié avec le monde juif.

De facto, l'antisémitisme était diffus en Argentine. Dans *« Borgès et le Juif tant attendu »* (paru dans *The Jewish Tribune* le 9 février 2007), il relate une étrange anecdote où le grand écrivain est pris à partie en 1924 par une revue nationaliste, *Crisol,* qui le traite de Juif. Borgès répond avec un texte court intitulé *« Moi, un Juif »*. Il dit avoir eu grand plaisir à s'imaginer juif, mais qu'il n'y aucune trace de juif dans sa famille depuis deux siècles. Il n'en souligne pas moins l'importance capitale de la culture juive. Et il réplique avec ironie à ses accusateurs en disant que si l'on recherche des Hébreux, on ne recherche pas des Babyloniens, des Illyriens, *« des Cyclopes ni des Lapithes. »*



Jorge Luis Borgès 1899-1986

Borgès était très attentif à ce problème. Dans la revue *El Hogar*, il fait le compte rendu du livre de Louis Golding, *le Problème juif* : l'auteur veut y démontrer que l'Allemagne doit tout aux juifs. Pour lui, c'est une forme de racisme à l'envers. Dans une nouvelle, *« Deutsche Requiem »*, il met en scène un officier nazi qui tente de se justifier en ayant cru que le monde aurait pu mourir à cause du judaïsme, que le judaïsme est une maladie contagieuse et mortelle.

Manguel imagine aussi – et cela est lié à ses recherches les plus poussées – *« La Bibliothèque du Juif errant »*. La chose est curieuse, mais elle est liée dans son esprit à un événement de la Passion du Christ qu'il a appris enfant : le savetier Ahasvérus refuse de l'aider lors qu'il chute pour la troisième fois – il est condamné à errer de par le monde jusqu'à l'Avènement et a cinq pièces dans sa poche correspondant aux cinq plaies du Christ. C'est l'origine supposée de la légende du Juif errant. Guillaume Apollinaire l'avait racontée dans *« le Passant de Prague »*** : *« La complainte que l'on chanta après ma visite à Bruxelles me nomme Isaac Laquedem, d'après Philippe Mouskes qui, en 1243, mit en rimes flamandes mon histoire. Le chroniqueur anglais Mathieu de Paris, qui la tenait du patriarche arménien, l'avait déjà racontée. Depuis, les poètes et les chroniqueurs ont souvent rapporté mes passages, sous le nom d'Ahasver, Ahasvérus ou Ahasvère, dans telles ou telles villes. Les Italiens me nomment Buttadio – en latin Buttadeus ; – les Bretons, Boudedeo ; les Espagnols, Juan Espéra-en-Dios. Je préfère le nom d'Isaac Laquedem sous lequel on m'a vu souvent en Hollande. Des auteurs prétendent que j'étais portier chez Ponce-Pilate, et que mon nom était Karthaphilos. D'autres ne voient en moi qu'un savetier, et la ville de Berne s'honore de conserver une paire de bottes qu'on prétend faites par moi et que j'y aurais laissées après mon passage. Mais je ne dirai rien sur mon identité, sinon que Jésus m'ordonna de marcher jusqu'à son retour. Je n'ai pas lu les œuvres que j'ai inspirées, mais j'en connais le nom des auteurs. Ce sont : Goethe, Schubart, Schlegel, Schreiber, von Schenck, Pfizer, W. Müller, Lenau, Zedlitz, Mosens, Kohler, Klingemann, Levin Schüking, Andersen, Heller, Herrig, Hamerling, Robert Giseke, Carmen Sylva, Hellig, Neubaur, Paulus Cassel, Edgar Quinet, Eugène Suë, Gaston Paris, Jean Richepin, Jules Jouy, l'Anglais Conway, les Pragois Max Haushofer et Suchomel. Il est juste d'ajouter que tous ces auteurs se sont aidés du petit livre de colportage qui, paru à Leyde en 1602, fut aussitôt traduit en latin, français et hollandais, et fut rajeuni et augmenté par Simrock dans ses livres populaires allemands. »*

Manguel fait à peu près le même historique à quelques différence près qu'il est germaniste : il a appris que le premier récit a été écrit entre les années 781 et 1228 dans une chronique bolonaise. En 1223, un groupe de pélerins arrive à l'abbaye de Ferrare et le père abbé leur apprend qu'il aurait rencontré en Arménie un homme qui a assisté à la Passion du Christ et qui erre pour l'éternité. L'Anglais Roger de Wendover, au monastère de Saint-Albant, écrit le *Flores historium* où il décrit à peu près la même histoire avec un homme pieux, Joseph, qui avait frappé le Christ : il s'appelait Cartaphilus avant d'être baptisé. Le récit resté le plus célèbre reste celui de l'évêque de Scheswig, la *Brève description et narration d'un Juif nommé Ashasvérus* (1602).

Ce qui a frappé le plus Manguel, c'est que le Juif errant ne peut pas lire dans la bibliothèque universelle. On le voit toujours sans un seul livre. Dans son errance infinie, il l'imagine en train de lire dans un lieu et un autre, n'assouvissant jamais cette soif de connaissance : il imagine *« deux mille années de lecture itinérante »*.

Manguel se reconnaît dans ce personnage et peut-être dans nul autre juif ! Il a appris qu'Edgar Quinet avait étudié le phénomène dans les *Tablettes du Juif errant* en 1823 avant le célèbre roman d'Eugène Sue (l'écrivain fait coïncider la venue à Paris de cette figure mythique avec le choléra qui y a fait 12 000 morts…) et surtout celui d'Alexandre Dumas, *Issac Laquedem* (1853).

En fin de compte, comme tant de juifs imaginaires, Alberto Manguel a trouvé sa place à la fois comme personnage cosmopolite et comme Juif. L'un ne pouvant aller sans l'autre : cet homme d'une intelligence et d'une originalité rares a été un peu ce Juif errant, à sa manière.

Et il nous offre un regard neuf sur ce que signifie être juif de nos jours. ■

* **Alberto Manguel**, *Nouvel éloge de la folie*, traduit de l'anglais par Christine Le Bœuf, Éd. Actes Sud, 400 p., 24 €.

** **Guillaume Apollinaire**, *L'Hérésiaque & Cie*, 1910.

"Mémoires de départs - Départs de mémoire ?"

Tel est le titre de l'exposition qui réunit l'intégralité des toiles que la psychanalyste, céramiste et peintre Francine Mayran a consacrées au thème de la *« Transmission de la mémoire de l'Holocauste et* [à la] *prévention des crimes contre l'Humanité »*.

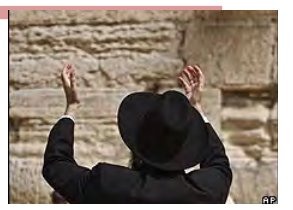
Ces toiles sont visibles au Mémorial de la Déportation de Luxembourg (Grand-Duché), en ce lieu* d'histoire emblématique qu'est l'ancienne gare de déportation de Hollerich. ■

**** Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé***
Mémorial de la Déportation

3A rue de la Déportation
L-1415 Luxembourg

Entrée libre
jusqu'au 10 décembre 2012

Humour



Une jeune journaliste de CNN a entendu parler d'un très, très vieux juif qui se rend deux fois par jour prier devant le Mur des lamentations. Pensant tenir un sujet, elle se rend sur place et voit en effet un très vieil homme qui s'approche péniblement du Mur, appuyé sur sa canne. Il prie pendant trois quarts d'heure. Puis s'éloigne en marchant péniblement. La journaliste s'approche alors de lui pour l'interviewer.

- *S'il vous plaît, Monsieur. Je me présente, Rebecca Smith, je travaille pour CNN. Je vous ai observé pendant que vous étiez en train de prier et si vous en êtes d'accord, je souhaiterais vous interviewer. Permettez-moi de vous demander votre nom, tout d'abord ?*
- Moshe Rosenberg.
- *Depuis combien de temps venez-vous prier ici, cher Moshe ?*
- Plus de 60 ans.
- *60 ans ! C'est incroyable ! Et pour quoi priez-vous ?*
- Je prie pour la paix entre les Chrétiens, les Juifs et les Musulmans. Je prie pour la fin de toutes les guerres, pour que la paix règne entre les hommes, pour que cesse la haine. Je prie pour que nos enfants grandissent en sécurité et deviennent des adultes responsables, qui aiment leur prochain...
- *Et que ressentez-vous après 60 ans de prières ?*
- Oy, ma pauvre Mademoiselle Rebecca : j'ai l'impression de parler à un mur !